

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

| | | |
|---|---|--|
| <p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Pour la Suisse, fr. 4.</p> <p>Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.</p> | <p>L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.</p> | <p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Allemagne, fr. 5.30. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6.60. — Belgi- que, fr. 5.30. — Espagne, 6.60. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6.10. — Italie, fr. 4.80.</p> |
| <p>On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)</p> | | |

LOCLE, LE 31 AOUT 1873.

Le Congrès général.

Le Congrès qui va s'ouvrir demain à Genève doit être le point de départ d'une ère nouvelle pour l'Internationale.

Les représentants des fédérations qui repoussent la centralisation autoritaire, et qui veulent que notre Association conserve pour principe fondamental l'autonomie des groupes qui la composent, vont se réunir pour réviser les statuts généraux.

Dans l'esprit des fédérations qui envoient leurs délégués au Congrès de Genève, le lien qui unit entre eux les travailleurs des divers pays, c'est la solidarité économique. L'article unique du pacte d'alliance entre les associations ouvrières du monde entier, c'est l'engagement de se donner la main pour résister solidairement aux détenteurs du capital dans la lutte que le travail soutient contre eux.

Toute fédération qui reste fidèle à cet engagement, remplit son devoir comme adhérente à l'Internationale. Notre Association ne lui impose pas d'autre obligation. Elle ne prétend pas dicter aux différents pays une politique uniforme, ni intervenir, au moyen d'un Comité central, dans l'organisation intérieure des diverses régions. Chaque pays détermine lui-même sa politique propre, chaque fédération s'administre elle-même sans aucune immixtion d'un pouvoir central; de tous, l'Internationale ne réclame qu'une chose: l'observation du devoir suprême de la solidarité dans la lutte économique.

Telle est la conception si simple et si grande à la fois, à laquelle le Congrès de Genève a pour mission de donner une sanction nouvelle et défi-

nitive; c'est cette idée que nous opposons aux projets chimériques et aux tentatives puériles de ceux qui ont essayé de transformer l'Internationale en lui donnant des chefs et en réduisant ses sections à l'état de simples unités tactiques d'une armée soumise à l'obéissance passive. Un plan semblable à celui que le Conseil général de New-York était chargé de réaliser ne pouvait donner aucun résultat sérieux; et en effet, qu'avons-nous vu? les chefs sont là, il est vrai: l'état-major s'est nommé lui-même au Congrès de la Haye; mais son armée lui a fondu dans la main, et l'Internationale tout entière, dans tout ce qu'elle a de vivant et d'organisé, s'est rangée sous la bannière de l'autonomie et de la libre fédération, qui est la nôtre.

Pendant que les autoritaires essayaient vainement de constituer l'unité dans l'Internationale par l'action d'un pouvoir central et en éliminant tout ce qui refusait de se courber sous la dictature, nous sommes arrivés, nous, à ce résultat, en acceptant comme légitimes tous les tendances diverses, à la condition qu'elles ne fussent pas contraires au principe même de notre Association; en nous abstenant scrupuleusement de faire violence aux particularités locales; en ne cherchant enfin l'unité que sur ce terrain où aujourd'hui elle peut seule exister: celui de la solidarité économique.

Et voilà comment on pourra voir, au Congrès de Genève, Anglais et Italiens, Américains et Belges, Espagnols et Jurassiens, se tendre une main fraternelle. Tous sont d'accord sur le principe supérieur, qui est la définition même de l'Internationale: la fédération solidaire du travail. Ce principe accepté et pratiqué par tous, les Anglais et les Américains ne trouvent point mauvais que les Italiens et les Espagnols cherchent leur émancipation dans une révolution dont le programme est la destruction de tout gouvernement; et ceux-ci,

à leur tour, ne songent point à blâmer les Américains et les Anglais de suivre une voie différente, et de s'en tenir à la politique légale. Chaque peuple a son génie propre : tous ne peuvent pas marcher dans le même chemin ; mais tous marchent au même but : l'affranchissement complet du travail, et l'égalité de tous les êtres humains.

*
*
*

Voici, d'après les renseignements qui nous sont parvenus jusqu'à présent, quelle sera à peu près la composition du Congrès de Genève :

L'Angleterre enverra deux ou trois délégués, dont les noms ne nous ont pas encore été communiqués. Il y aura quatre délégués de Belgique, dont l'un a été élu par le Congrès régional belge qui s'est tenu les 15 et 16 août à Anvers, et dont les trois autres représenteront des fédérations locales. La Hollande sera représentée par un délégué. L'Espagne a nommé dix délégués ; mais vu la crise terrible que traverse en ce moment la fédération espagnole, il est probable que la moitié seulement des élus pourra se rendre à Genève. D'Italie, on compte sur sept ou huit délégués : Bologne, Ancône, Florence, Rome, Naples seront parmi les villes représentées. L'Amérique vient d'annoncer qu'elle ne pourrait pas envoyer de délégation ; mais le Conseil fédéral américain, dans une adresse spéciale destinée au Congrès, a donné son adhésion à l'ordre du jour et exprimé son opinion sur les diverses questions en discussion.

A l'égard de la France, la plus grande réserve nous est commandée. Nous n'en parlerons qu'après le Congrès.

La Fédération jurassienne, enfin, aura probablement huit délégués. La section de Porrentruy, l'Union des sections du district de Courtelary, la section de la Chaux-de-Fonds, la fédération locale du Locle, la section de Neuchâtel, et, pensons-nous, les deux sections de Genève, se feront représenter chacune par un délégué spécial. Les autres sections de la Fédération seront représentées par un membre du Comité fédéral, qui a reçu mandat à cet effet de la Fédération entière.

Nous souhaitons que les délégués, pénétrés du sentiment de la grave responsabilité qui leur incombe, fassent à Genève un travail sérieux, et que ce Congrès puisse effacer à jamais les tristes souvenirs de celui de la Haye.

D'innocents bonapartistes.

Nous venons de lire le nouveau manifeste bonapartiste daté de Gênes — août 1873 — signé *Albert Richard*, et adressé au bon sens des travailleurs français.

M. Albert Richard, que les lauriers du policier Hugelmann empêchent décidément de dormir,

s'est dévoué depuis quelque temps, on le sait, à la rebutante mission de rallier les ouvriers français sous le drapeau de l'héritier de celui qui, de son vivant, s'appelait Napoléon III.

Avec cette superbe d'un homme qui, naguère, s'adjugeait la direction révolutionnaire de l'occident européen, M. Albert Richard déclare dans son manifeste qui, de même que « les républicains ont sacrifié le socialisme pour avoir la République, il a, *lui*, sacrifié la République pour avoir le socialisme »

Ça n'est pas plus malin que cela.

Il paraît qu'il n'y a plus à y revenir.

Mais au fond, qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? En vérité il valait bien la peine d'être resté un certain temps dans l'Internationale et même d'avoir eu la prétention d'en être l'une des principales intelligences, pour accoucher de telles billevesées !

Sacrifier la République pour avoir le socialisme ! Allons, mon bon prince, M. Albert Richard vous répond de la sagesse des ouvriers. Ceux-ci vous promettent d'être bien obéissants. Mais en échange, donnez-leur ce nanan qui s'appelle le socialisme. Ou bien alors, M. Albert Richard — qui tient dans ses puissantes mains l'Europe occidentale — se mettra dans une colère auprès de laquelle celles de défunt le *Père Duchesne* ne seraient plus dignes d'être citées !

Mais qu'avez-vous donc appris dans l'Internationale et que savez-vous donc du socialisme pour vous imaginer que la révolution économique correspondant à ce mot puisse dépendre en quoi que ce soit de vos généreux *sacrifices* ?

Que M. le Comte de Paris se *sacrifie* généreusement sur l'autel du droit divin et de la légitimité, nous n'y voyons rien à redire..... d'autant que cela nous est bien égal.

Que certains socialistes, au nombre desquels nous comptons jusqu'au 18 mars, aient cru qu'il y avait lieu de tenter un rapprochement entre les ouvriers et la petite bourgeoisie commerçante et manufacturière⁽¹⁾ — leurs intérêts étant identiques au fond — cela se comprend, puisque si cette petite bourgeoisie eût eu assez d'intelligence et de cœur pour le comprendre, l'écrasement formidable de mai 1871 eût été ainsi évité. — La chose valait la peine d'être tentée, la Révolution sociale ne sortait pas de son véritable plan puisque son action eût reposé sur les deux classes qui y sont directement intéressés.

Mais venir offrir aux travailleurs d'appuyer leur affranchissement économique et partant intellectuel sur la restauration du pouvoir impérial, c'est-à-dire sur la forme la plus immonde et la plus bestiale entre toutes les restaurations monarchiques, ce n'est pas de la malhonnêteté ; c'est moins que cela : c'est de l'imbécillité.

De véritables roués, des *malins*, comme on dit, sachant qu'ils s'adressaient à des travailleurs intel-

⁽¹⁾ Ceci est l'opinion personnelle de l'auteur de l'article. *Rédaction.*

ligents, se fussent bien gardés d'affirmer « qu'une promesse de Napoléon III en valait cent de n'importe quel prétendant; » — à moins que M. Albert Richard n'ait voulu dire par là que cent fois zéro égale zéro.

Mais parler en 1873 de la loyauté de Badinguet, c'est vraiment une perle !

Plus loin, et pour donner plus de poids à ses propres pensées, M. Albert Richard affirme que « Napoléon III à Chislehurst pensait absolument comme lui. »

Nous le croyons volontiers ; mais c'est plutôt M. Richard qui pense absolument comme Napoléon III et tous ses congénères, y compris les républicains autoritaires passés, présents et futurs.

En effet nous croyons sans peine que, d'accord avec M. Albert Richard, Napoléon III n'eût pas mieux demandé que de rentrer aux Tuileries, pour de là, « imposer le silence aux agitateurs et aux haineux de tous les partis — sans distinction. »

Nous croyons également que Napoléon III devait partager avec M. Richard cette absolue conviction que « souffrir sous prétexte de liberté de réunion, » que des réactionnaires et des révolutionnaires, » aussi ignorants les uns que les autres, viennent » discuter des questions de politique générale tout- » à-fait au-dessus de leur compétence *et de leur* » *importance sociale, c'est ABSURDE !* »

Enfin nous sommes non moins persuadés que ces messieurs devaient être complètement d'accord sur cette autre pensée que « laisser circuler — sous » prétexte de liberté de la presse — des journaux » républicains, c'est IMMORAL ! »

Voilà, il en faut convenir, un programme politique et social qui nous promet de beaux jours lorsque le petit ramasseur de balles mortes étant remonté sur le trône de ses pères (style consacré), il aura pris M. Albert Richard pour premier ministre.

Mais que ce dernier nous permette un conseil à ce propos :

Par le temps qui court de sous-Ollivier, de sous-Duvernois, de sous-Hugelmann en recherche d'emplois au niveau de leurs grandes capacités d'hommes d'Etat, il se pourrait qu'on ne pût lui offrir que les modestes fonctions de garde-champêtre..... et encore !

Quels innocents vraiment que M. Albert Richard et ses amis de l'Union française !

Nous sommes bien décidés à ne pas suivre la *Tribune du Peuple* sur le terrain où elle voudrait nous entraîner. Que l'organe de la Jeunesse libérale prenne plaisir aux arlequinades, c'est son affaire ; pour nous, journal des ouvriers, nous sommes et nous resterons sérieux.

Ajoutons qu'une polémique avec la *Tribune du Peuple* n'aurait d'autre résultat que d'ennuyer nos lecteurs qui, à quatre ou cinq exceptions près, ne connaissent ce journal que pour avoir lu son nom dans le *Bulletin*.

Nous apprenons que l'Union des sections du district de Courtelary se propose de relever, dans la *Tribune* elle-même, les assertions inexactes de cette feuille à propos de l'assemblée d'Undervillier : cela suffira.

Et maintenant, nous parlerons le moins possible de ces messieurs les libéraux, qui ne seraient pas fâchés que nous leur fissions de la réclame en polémiquant contre leurs tartines. Notre silence leur sera infiniment plus désagréable que toutes les réponses plus ou moins réussies que nous pourrions faire à leurs honnêtetés littéraires.

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Le *Volksstaat* de Leipzig écrit, à propos de la fusion, les lignes suivantes :

« Que ce soit Mac-Mahon ou Thiers, un Orléans, un Bourbon ou un Bonaparte qui comprime les socialistes français et qui les fusille — tant que cela durera encore — cela nous est absolument égal ; et il nous est aussi égal de voir cette compression et cette fusillade s'accomplir sous l'étiquette de la république, de la royauté ou de l'empire. Si l'Assemblée de Versailles eût même cru devoir offrir la couronne de France au shah de Perse lors de son passage, nous l'eussions appris sans la moindre indignation. Nous voulons seulement relever une erreur que commettent nos démocrates allemands : ils se figurent que les républicains français s'opposeraient par les armes à une restauration monarchique. Le seul parti qui eût été disposé en France à verser son sang pour la république — les ouvriers et les socialistes — a été, en mai 1871, éloigné jusqu'à nouvel ordre de la scène politique aux applaudissements de la démocratie bourgeoise. Le prolétariat parisien n'a pas encore repris ses forces pour la lutte, — 30,000 morts c'est une saignée dont on ne se relève pas si promptement — et si même il pouvait lutter il n'irait certainement pas se battre pour MM. Gambetta et Cie. »

Ces paroles du *Volksstaat* rendent fidèlement notre propre sentiment. A nous aussi, nous l'avons dit depuis longtemps, il nous est absolument indifférent que le gouvernement chargé de comprimer les socialistes (que ce soit en France ou ailleurs) s'appelle monarchie ou république ; — et c'est pour avoir exprimé cette opinion que nous avons jadis encouru les anathèmes du *Volksstaat*, dont un des rédacteurs, M. Hepner, a dit en plein Congrès de la Haye que l'*abstention politique* — c'est le nom sous lequel on s'obstinait à désigner notre manière de voir — conduisait droit au bureau de police. Nous sommes charmés de voir le *Volksstaat* à son tour en venir à ces idées qu'il a si longtemps combattues. Mieux vaut tard que jamais.

Belgique.

Les 15 et 16 août s'est tenu à Anvers un congrès régional belge, auquel étaient représentées toutes les fédérations locales du pays.

On y a discuté entr'autres l'ordre du jour du Congrès général, et les Belges se sont prononcés de nouveau pour l'abandon des grèves partielles, sauf les cas de nécessité absolue, et pour l'organisation de la grève générale.

La proposition suivante, relative à l'Espagne, était adoptée à l'unanimité :

« Le congrès déclare que l'Internationale n'a rien de commun avec les partis politiques, tels que libéraux, catholiques, progressistes, républicains, etc. — Le secrétaire fédéral belge pour l'extérieur enverra à la fédération espagnole une adresse de sympathie pour engager nos frères les internationaux d'Espagne à persévérer dans leurs généreux efforts pour l'affranchissement du prolétariat. »

Une commission sera nommée au sein des fédérations de Liège et de Verviers pour élaborer un projet de révision du règlement fédéral belge qui sera présenté au congrès belge de Noël.

Diverses questions administratives ont été en outre discutées et résolues.

Le compagnon Verrycken a été élu à l'unanimité délégué au Congrès général.

Le prochain congrès belge aura lieu à Gand.

Espagne.

Les journaux bourgeois ont annoncé qu'une partie des insurgés de Valence ayant voulu, après la prise de cette ville, se rendre à Alcoy, les ouvriers d'Alcoy ne les ont pas laissés entrer et ont même élevé des barricades pour les repousser. Naturellement on représentait ce fait comme un échec de l'Internationale : les travailleurs d'Alcoy, disait-on, étaient revenus à des idées d'ordre et avaient refusé de pactiser avec l'insurrection qui était venue frapper à leur porte.

En réalité, cet incident a une signification précisément toute contraire ; les ouvriers d'Alcoy ont repoussé les insurgés de Valence parce que ces derniers sont des *ennemis de l'Internationale*, et que les ouvriers d'Alcoy, bien loin de s'être ralliés au parti de l'ordre, sont toujours fidèles à notre drapeau. Voici ce que nous écrit à ce sujet notre correspondant de Madrid :

« Parmi les troupes que le gouvernement avait envoyées il y a quelque temps contre les internationaux d'Alcoy, se trouvaient 200 volontaires de Valence sous les ordres du commandant Plaza. Ces 200 volontaires, de retour à Valence après s'être aidés à comprimer l'insurrection socialiste de nos compagnons, ont pris part au mouvement intransigent ; et quand Valence assiégé par Martinez Campos a dû se rendre, les volontaires en question, s'étant embarqués sur le vapeur la *Matilde*, ont réussi à s'échapper et sont allés débarquer à La Rada, d'où ils se sont dirigés sur Alcoy. Mais les travailleurs d'Alcoy, se souvenant de l'attitude de ces volontaires quand c'étaient eux qui étaient soulevés, se sont disposés à les recevoir à coups de fusil, et ont élevé des barricades à l'entrée de la ville. La bande de Plaza a dû renoncer à son intention de pénétrer à Alcoy. »

On se rappelle les atrocités commises par les carlistes à Igualada (voir notre numéro du 10 août.) Cette ville n'est située qu'à quelques heures de Barcelone, où les assiégés avaient fait demander du secours. Pendant deux jours les défenseurs d'Igualada font une résistance héroïque ; pendant deux jours ils attendent les secours réclamés, qui doivent sauver la ville du massacre dont elle est menacée. Les secours ne viennent pas. Barcelone, il est vrai, regorge de troupes ; mais ces troupes sont nécessaires pour tenir les ouvriers en respect ; on ne peut pas en distraire un seul soldat pour l'envoyer contre les carlistes. Igualada succombe, les carlistes égorgent ses défenseurs et une partie de la population. Mais l'ordre et la propriété sont protégés à Barcelone contre une insurrection

possible de l'Internationale. Le gouvernement de Madrid est satisfait !

A Malaga, l'indépendance du canton ayant été déclarée le 23 juillet sous la pression des intransigents, les républicains *modérés*, et à leur tête le gouverneur Solier, se rallièrent au mouvement, dans l'espoir de le dominer. L'élection d'un Comité de Salut public fut unanimement résolue, et fixée au surlendemain. Mais le 25, voyant que de l'élection commencée allait sortir un Comité composé d'intransigents et de quelques internationaux, les *modérés*, qui disposaient de 8,000 soldats auxquels depuis une semaine on donnait une paie extraordinaire de 10 réaux (2 fr. 50) par jour, procédèrent à l'arrestation des candidats en élection, et ouvrirent ensuite le feu sur le peuple. Après une lutte d'environ 10 heures, et malgré les efforts héroïques du peuple qui manquait d'armes, les *modérés*, qui occupaient le château et les points stratégiques et qui avaient plusieurs batteries d'artillerie, restèrent maîtres du terrain. — Les prisonniers ont été embarqués à bord de la *Vitoria*, et conduits dans un bagne d'Afrique.

Nous empruntons à la *Federacion de Barcelone* l'appréciation suivante, à laquelle nous nous associons complètement :

« Le mouvement cantonaliste peut être considéré comme terminé. S'il a succombé, c'est principalement parce que ce n'était pas un mouvement sincèrement révolutionnaire.

Carthagène avait constitué un gouvernement en opposition au gouvernement de Madrid.

Les gouvernements ne se détruisent pas par d'autres gouvernements, mais par des révolutions.

Quand il est question de gouvernement, tous les intrigants et les ambitieux veulent en faire partie ; on ne s'occupe plus que des personnes, et la révolution est perdue.

Il ne suffit pas en révolution de crier : Vive la fédérale ! — Il faut surtout *pratiquer* la fédération révolutionnaire, c'est-à-dire détruire toute espèce de gouvernement, organiser le travail, et détruire *par des faits* les privilèges et les monopoles de la propriété.

Tout le reste est de l'enfantillage.

Qu'une autre fois le peuple n'oublie pas ces vérités. »

Fédération jurassienne.

Un nouvel organe de l'Internationale, qui s'intitule le *Travail*, vient de paraître à Genève. Ce journal défend les mêmes principes que nous, et nous espérons qu'il exercera sur les travailleurs genevois une salutaire influence. — Nous souhaitons cordialement la bienvenue à notre confrère.